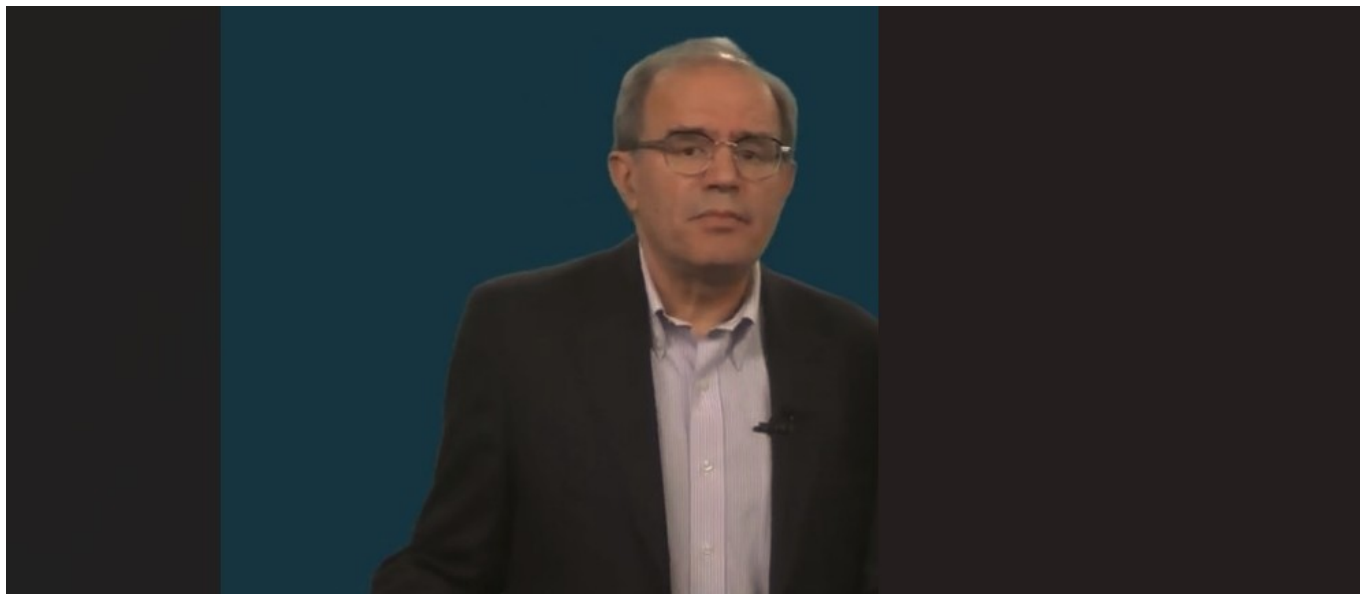


Ecrit par le 4 juin 2026

CoDes Vaucluse, Jean-Pierre Arpurt à la tête de la prévention santé



À l'issue de l'assemblée générale de juin 2025, le docteur Jean-Pierre Arpurt a été élu président du Comité départemental d'éducation pour la santé du Vaucluse ([CoDES 84](#)), succédant au docteur Claude Soutif après 18 ans de présidence. Cette passation marque un tournant pour cette structure clé de la promotion de la santé dans le département.

Médecin des hôpitaux et chef de service d'hépatogastroentérologie au Centre Hospitalier d'Avignon depuis 1994, Jean-Pierre Arpurt a consacré une grande partie de sa carrière à l'amélioration des prises en charge cliniques et à la dynamique scientifique de sa discipline. Son engagement associatif est tout aussi notable : il a présidé l'[Association Nationale des Hépatogastroentérologues des Hôpitaux](#) (ANGH) de 2014 à 2017, occupé la fonction de trésorier de la Société Nationale Française de Gastro-Entérologie (SNFGE) de 2014 à 2019, puis assuré sa présidence en 2023. Désormais arrivé à l'aube de la fin de son activité hospitalière, prévue au 31 décembre 2025, il oriente désormais son énergie vers la prévention et l'éducation pour la santé publique.

Le CoDES 84 est une association loi 1901 qui œuvre depuis de nombreuses années pour faire dialoguer acteurs de la santé, de l'éducation, du social et de la recherche autour de projets de prévention et d'éducation à la santé adaptés aux réalités locales. Ses missions incluent l'information, la formation, le conseil méthodologique et l'appui aux projets portés par les acteurs du territoire, ainsi que le développement de programmes thématiques variés (nutrition, santé mentale, prévention des conduites à risque, sensibilisation au bien-être des jeunes... Sous la présidence de Claude Soutif, le CoDES 84 a

Écrit par le 4 juin 2026

notamment coordonné des initiatives de prévention des conduites addictives, des programmes d'éducation nutritionnelle en milieu scolaire, ou encore des actions de formation à la prévention de la crise suicidaire.



Jean-Pierre Arpurt prend la direction d'une équipe déjà structurée, composée de deux codirectrices : Johanna Doussaint (programmes et interventions) et Aurore Lamouroux (formation et animation territoriale), ainsi que de la responsable administrative et financière, Laure Barnini. Il a exprimé sa gratitude envers son prédécesseur pour son accompagnement lors de la transition et salué l'engagement des membres du conseil d'administration, de l'équipe dirigeante et du personnel salarié.

Les actuels enjeux de santé publique comme la promotion d'une alimentation équilibrée chez les jeunes, le renforcement de l'éducation à la santé sexuelle et l'amélioration de l'accès à la prévention pour les populations vulnérables restent primordiaux aux yeux de la nouvelle gouvernance. Dans ses premières orientations, le docteur Arpurt a souligné l'importance de favoriser l'accès à l'information et aux actions de prévention pour tous, en s'appuyant sur les valeurs d'humanisme, de solidarité et d'innovation. Alors que Jean-Pierre Arpurt s'apprête à insuffler une nouvelle dynamique, les mois à venir permettront de mesurer l'impact de cette trajectoire, au service d'une population qui a besoin d'un meilleur accès à la santé pour tous.

Mireille Hurlin

Le Roquefort, le dernier rempart à la normalisation européenne du nutri-score ?

Ecrit par le 4 juin 2026



Après les laves linges et les réfrigérateurs, la normalisation européenne s'est attaquée à la classification des produits alimentaires, avec le fameux nutri-score. Même si aujourd'hui l'alimentation est devenue une question de santé publique, fallait-il en passer par là et mettre au piloris nos produits du terroir jugés trop salés, trop sucrés ou trop caloriques ?

La mise en œuvre à l'échelle européenne du nutri-score, en 2017, visait d'abord les produits alimentaires transformés et pas forcément nos quelques 800 produits locaux classés en AOP / AOC ou IGP. Mais les mystères des algorithmes de cette classification nous donnent des résultats bien étonnants. Les céréales pour le petit-déjeuner, ultra-transformées, obtiennent une meilleure note que notre Roquefort national. Un comble ! Ces produits qui font toute la fierté et l'identité de nos terroirs se trouvent ainsi sur la sellette.

Les céréales pour le petit-déjeuner, ultra-transformées, obtiennent une meilleure note que notre Roquefort national.

Il n'en fallait pas plus pour agiter tout le landerneau des producteurs et des défenseurs des terroirs. Même Carole Delga, la présidente de la région Occitanie, est montée au front. Totalement dans son rôle, elle a demandé que les fromages d'appellation d'origine ne soient pas soumis aux normes nutritionnelles

Écrit par le 4 juin 2026

des produits industriels transformés. Il faut savoir quand même séparer le bon grain de l'ivraie.

Certains ayatollahs du nutri-score sont même allés sur le terrain politique en n'en faisant une question de lutte des classes. Avec d'un côté le bourgeois terroir, décomplexé et de l'autre les prolétaires condamnés à la malbouffe. Ainsi, au nom de l'égalité tous les produits doivent être soumis au même traitement, à la même classification. Il fallait oser.

Notre fameux melon de Cavaillon pourrait être jugé trop sucré

A vouloir trop de normes de classification on frise parfois le ridicule ([voir chronique de la semaine passée](#)). Ainsi notre fameux melon de Cavaillon, toujours en attente de sa classification IGP, pourrait être jugé trop sucré, alors que c'est justement cela qui le distingue (entre autres). Je ne vous parle même pas des cerises du Ventoux ou de Saint-Didier. Rien que d'en parler j'en salive. Non, on ne pas mettre tous ces productions uniques et issues des terroirs dans le même sac, avec de vulgaires paquets de chips industrielles ou des lasagnes congelés, fabriqués avec des lingots de viande à la provenance douteuse.

Certes l'étiquetage du nutri-score n'est pas obligatoire et reste encore volontaire. Mais jusqu'à quand ? Les lobby industriels sont à la manœuvre. Et les partisans de son obligation sont nombreux. Même si le discours officiel est de dire qu'il ne s'agit pas de proscrire ces aliments mais d'inciter à la modération, avons-nous besoin là encore qu'on nous tienne la main ?

Le Roquefort existait bien avant que le nombre d'obèses et le nombre d'accidents cardio-vasculaires n'exploient. Non ? Une époque formidable disais-je !

(Vidéo) Une réforme pour renforcer la prévention en santé au travail

Ecrit par le 4 juin 2026



Depuis le 1er avril, la loi du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail entre progressivement en application. Elle a pour objectif « de renforcer le principe de prévention primaire pour encourager le développement au sein des entreprises d’une véritable culture de la prévention et agir le plus en amont possible, avant la survenue de problèmes de santé ».

Dans le cadre de cette réforme [l’AIST84](#) devient un ‘service de prévention et de santé au travail’. Dans cette logique, le principe de prévention est mis au cœur des missions de l’AIST de vaucluse.

« Historiquement aux côtés des employeurs et des salariés, nos équipes pluridisciplinaires continuent de les accompagner au plus près du terrain et en cabinet médical et nouveauté : ils s’ouvrent aux indépendants, » expliquent les responsables de la santé au travail en Vaucluse.

Rapprochement vers la santé publique

L’offre de services s’articule autour de trois axes principaux : le suivi individuel de l’état de santé, la prévention des risques professionnels en entreprise et la prévention de la désinsertion professionnelle. La santé au travail se rapproche ainsi de la santé publique pour favoriser une approche globale de la santé des travailleurs, sans oublier les personnes en situation de handicap. Nous participerons désormais de manière active aux campagnes de vaccination ou encore à la sensibilisation à la pratique sportive et un volet santé travail sera créé dans le dossier médical partagé de chaque travailleur.

Evolution de l’offre de services

Ecrit par le 4 juin 2026

L'offre de services évolue pour coller aux exigences de la réforme et sera précisée par décrets au cours des mois à venir. Elle devrait apporter des garanties pour les salariés et les employeurs, entre autres grâce à des tarifs plus lisibles (une fourchette sera précisée par décret) et une certification réalisée par un organisme indépendant.

Au plus près des entreprises

« Nous sommes plus que jamais des acteurs incontournables dans la vie des entreprises, poursuit l'AIST 84, autant grâce à notre implantation géographique que grâce à l'action de nos spécialistes sur le terrain. Notre structure associative et notre financement autonome sont confirmés par la loi en cohérence avec le principe de responsabilité des employeurs. Les partenaires sociaux sont plus que jamais engagés dans le pilotage de notre système de santé au travail avec notamment des conseils d'administration désormais composés par des personnes désignées par les organisations représentatives d'employeurs et de salariés, tout en étant toutes issues de nos entreprises adhérentes. »

Les principales mesures

Harcèlement sexuel

La définition du harcèlement sexuel est revue : « Aucun salarié ne doit subir des faits (...) de harcèlement sexuel, constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste répétés (...).

Le harcèlement sexuel est également constitué :

a) Lorsqu'un même salarié subit de tels propos ou comportements venant de plusieurs personnes, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée ;

b) Lorsqu'un même salarié subit de tels propos ou comportements, successivement, venant de plusieurs personnes qui, même en l'absence de concertation, savent que ces propos ou comportements caractérisent une répétition »

Le DUERP

Le rôle du Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) est renforcé avec notamment, pour les entreprises de 50 salariés et plus, la mise en place d'un programme annuel de prévention des risques professionnels.

Autre nouveauté, toutes les mises à jour du DUERP devront être conservées par l'employeur et déposées sur un portail numérique géré par les organisations d'employeurs.

Le Passeport Prévention

L'employeur devra renseigner dans un passeport de prévention les attestations, certificats et diplômes obtenus par le travailleur dans le cadre des formations relatives à la santé et sécurité au travail dispensées à son initiative. Un demandeur d'emploi pourra ouvrir un passeport de prévention.

Extension des missions de l'AIST

Écrit par le 4 juin 2026

Contribution à la réalisation d'objectifs de santé publique.

- Conseils pour améliorer la qualité de vie et les conditions de travail, en tenant compte le cas échéant, de l'impact du télétravail sur la santé et l'organisation du travail.
- Accompagnement dans l'analyse de l'impact sur les conditions de santé et de sécurité des travailleurs de changements organisationnels importants dans l'entreprise.
- Participation à des actions de promotion de la santé sur le lieu de travail (campagnes de vaccination et de dépistage, actions de sensibilisation aux bénéfices de la pratique sportive...).

Désinsertion professionnelle

Pour lutter contre la désinsertion professionnelle, plusieurs mesures sont prévues par la loi :

- Mise en place d'une cellule dédiée à la prévention de la désinsertion professionnelle.
- Réalisation d'une visite de mi-carrière (à 45 ans à défaut d'accord de branche).
- Rendez-vous de liaison avant le retour d'un salarié après une absence prolongée.

Travailleurs indépendants et chefs d'entreprise

Les travailleurs indépendants pourront s'affilier au SPSTI de leur choix.

- Le chef d'entreprise adhérente à un SPSTI pourra bénéficier de l'offre de services proposée aux salariés.

Contribution des médecins de ville

Un médecin praticien correspondant, disposant d'une formation en médecine du travail, pourra contribuer, en lien avec le médecin du travail, au suivi médical des travailleurs (sauf suivi renforcé). Le médecin praticien correspondant ne pourra cumuler sa fonction avec celle de médecin traitant.

Auxiliaires médicaux

Les équipes pluridisciplinaires des SPST pourront être complétées par des auxiliaires médicaux disposant de compétences en santé au travail. De nombreux décrets d'application sont attendus et permettront de préciser les modalités d'application des différentes mesures introduites par la loi.

(Vidéo) Octobre rose, Aésio Mutuelle promeut le sport, un mode de vie plus sain et

Ecrit par le 4 juin 2026

le dépistage contre le cancer



Octobre rose a lieu jusqu'au 31 octobre. Cette cause a pour but de soutenir la lutte contre les cancers féminins. [Aésio Mutuelle](#) a décidé de soutenir l'événement en proposant un challenge sportif à ses collaborateurs au gré de 70 actions sur le territoire français. Aésio mutuelle en organise 1 300 chaque année.

Aésio Mutuelle accompagne de nombreuses courses roses en ce mois d'octobre, notamment à Montélimar samedi 9 ; Vallon Pont d'Arc et Viviers dimanche 10 ; Le Cheylard samedi 16 ; Saint-Just d'Ardèche et Loriol samedi 16 et Le Teil samedi 23 octobre.

Un cyclotour le long de la ViaRhôna

Des membres d'Aésio Mutuelle ont même organisé un cyclotour le long de la ViaRhôna -dont une partie a concerné le tronçon Orange, Avignon, Beaucaire- du 4 au 7 octobre en alliant pratique sportive et défense d'une cause. Une cagnotte a ainsi totalisé 9 000 €, soit 1,50€ collecté par kilomètre parcouru et par participant. La somme sera partagée entre plusieurs associations partenaires de la mutuelle.

Un village santé

Durant cette action, un village santé complétait le dispositif délivrant des messages de prévention : documentation, conseils, expositions photos, sensibilisation et formation à l'auto-palpation des seins réalisée par une sage-femme, documentation et information sur l'aide aux malades et mise en valeur des associations partenaires à l'événement.

Ecrit par le 4 juin 2026



1 Français sur 6 sera touché par le cancer

Plus d'un français sur 6 sera touché par un cancer au cours de sa vie. En cause ? Des pratiques à risque observées par un récent sondage d'Harris Interactive pour Aésio Mutuelle. Ainsi, plus de 10% des Français déclarent dépasser les limites de consommation d'alcool et 67% tourneraient le dos à une alimentation saine et équilibrée. Enfin, seulement 25% déclarent effectuer un test de dépistage du cancer.

La prévention

Aésio Mutuelle promeut la prévention de la santé avec plus de 1 300 actions engagées chaque année par 40 professionnels et via un maillage territorial de 200 centres de soin. «La prévention est au cœur de l'ADN mutualiste, martèle Patrick Brothier, président d'Aésio Mutuelle, en combinant santé et enjeux de proximité.»

En savoir plus

Aésio Mutuelle totalise 2,9 millions d'adhérents, 38 300 entreprises adhérentes et 315 agences dans toute la France. C'est le 2^e acteur mutualiste de France spécialisé dans la protection de la personne proposant couverture santé, prévention, accès aux soins, longévité et prévoyance. Depuis 2021 Aésio Mutuelle est affiliée à [Aéma groupe](#), 1^{er} groupe mutualiste en protection en France, né du

Ecrit par le 4 juin 2026

rapprochement entre Aésio Mutuelle et la [Macif](#).